

Les « convois de la liberté » mènent le bal à Ottawa mais non à Windsor Commence à s'organiser une riposte citoyenne et travailleuse

Il a fallu presque deux semaines pour que les gouvernements canadiens commencent à réagir fermement à l'encontre des « convois de la liberté » dont le noyau dur consiste en camionneurs propriétaires de leur véhicule ne formant que 10% de la totalité des camionneurs canadiens dont le 90% salarié est vacciné à 90%. (Ce laxisme qui a permis de bloquer sans coup férir la colline parlementaire fédérale a donné des idées à leurs semblables de la France à la Nouvelle-Zélande et peut-être y aura-t-il des émules aux ÉU.) De dire la déclaration officielle du président des Teamsters du Canada : « *Le soi-disant « convoi de la liberté » et l'étalage indigne de haine mené par la droite politique et honteusement encouragé par les élus conservateurs [qui se sont ravisés depuis, NDLR] ne reflètent en rien les valeurs de Teamsters Canada, ni de la grande majorité de nos membres. Au contraire, ces comportements répréhensibles ne font que discréditer les revendications et préoccupations légitimes de la plupart des camionneurs-euses* » ([Déclaration de François Laporte, président de Teamsters Canada](#)). Le Conseil du travail du Canada est allé dans le même sens ([Déclaration commune des syndicats du Canada sur l'occupation d'Ottawa](#)). Reste à passer de la parole aux actes dans le rue ce qu'heureusement certains syndicats ont commencé à faire à petite échelle.

Citoyens et travailleuses victimes de pollution et harcèlement commencent à riposter

L'élément déclencheur du début de fermeté n'en fut pas les protestations des personnes citoyennes assiégées et excédées par le bruit, la pollution de l'air au diesel et le comportement agressif de plusieurs manifestants, y compris celles de certains syndicats de la santé, qui avaient organisés de modestes manifestations à Ottawa, Vancouver, Toronto de quelques centaines de personnes malgré des reculs de certaines organisations syndicales (Fightback, [Eyewitness reports from Convoy counter-protests: Ottawa, Vancouver, Toronto](#), 7/02/22). Ce samedi-ci, la contre-manifestation d'Ottawa a joint le contingent syndical de l'Alliance de la fonction publique et celui citoyen pour atteindre 500 personnes et défiler dans le quartier adjacent au parlement. Quant à la politique « de paix et d'amour » proclamée par les organisateurs du « convoi de la liberté », on en jugera :

Même s'ils prétendent se battre pour la « liberté » des gens de la « classe ouvrière », de vrais travailleurs à Ottawa ont déclaré avoir été victimes de harcèlement, d'agression et d'intimidation. Les travailleurs ont également perdu leur salaire et l'accès aux services publics parce que les lieux de travail et les immeubles du centre-ville ont été fermés par mesure de sécurité. [...]

Les travailleurs de la santé de partout au Canada ont été victimes d'intimidation et de harcèlement de la part des participants et des partisans du convoi. À Toronto, la police a suggéré aux travailleurs de la santé d'éviter de porter des blouses ou des vêtements qui les identifieraient comme travailleurs de la santé par mesure de précaution. À Vancouver, les employeurs ont également suggéré aux travailleurs de la santé d'éviter de porter des vêtements identificateurs. À Calgary, les partisans du convoi harcelaient les travailleurs de la santé à l'extérieur de leur lieu de travail. [...]

"Ils me criaient des insultes racistes et me demandaient si la raison pour laquelle je portais mon masque était parce que j'étais une insulte anti-asiatique", a déclaré le travailleur à CBC News, ajoutant que les hommes l'avait poussé au sol avant de partir. [...]

Les ambulanciers paramédicaux d'Ottawa ont signalé plusieurs cas où des participants au convoi ont lancé des pierres sur des ambulances. Un ambulancier a signalé que des pierres avaient été lancées sur son ambulance depuis un camion de convoi, et lorsqu'il est sorti du véhicule pour vérifier les dommages, les participants du convoi ont crié des insultes racistes.

Emily Leedham, [The Far-Right Convoy is Threatening Workers' Lives and Costing Them Money](#), PressProgress, 10/02/22

La rupture de l'approvisionnement des usines automobiles change la donne

L'élément déclencheur furent les arrêts de travail des usines automobiles de chaque côté du pont bloqué par une centaine de véhicules entre Détroit au Michigan et Windsor en Ontario. Ce pont, un goulot d'étranglement majeur, voit défilé le quart du commerce entre les ÉU et le Canada. La méthode des flux tendus des chaînes d'approvisionnement a rapidement provoqué des ruptures de stock. Il a fallu ce drame commercial pour que le président des ÉU intervienne auprès d'un désespéré et hésitant Premier ministre canadien qui se contentait jusqu'alors de menaces sans mordant. Samedi le 12 février a commencé le nettoyage du pont Détroit-Windsor mais à Ottawa et ailleurs, c'est la foire qui continue sur le dos des riverains et travailleuses.

L'élément déterminant de cette réouverture encore inachevée a cependant été le revirement du Conservateur Premier ministre ontarien qui a décrété des mesures d'urgence très pénalisantes contre les camionneurs après s'être esquivé pendant plus d'une semaine par pur électoralisme soucieux de sa base. Ce retournement Conservateur ontarien à 180 degrés a aussi été celui du parti fédéral laissant isolé le « dinosaure » pro-convoi jusqu'ici donné favori pour la succession à la tête du parti de l'opposition officielle à Ottawa. Ce retournement pave la voie au retour sur la scène politique du plus centriste, si l'on peut dire, ancien chef du défunt parti Progressiste-Conservateur ensuite devenu Premier ministre Libéral du Québec que le « printemps érable » de 2012 avait délogé. Ce zig-zag droite-gauche souligne que les Conservateurs canadiens ne sont pas (encore) les équivalents des Républicains étatsuniens.

Une minorité non-négligeable déterminée, organisée et soutenue qui mène le jeu

L'opinion publique canadienne, ne soutient les « convois de la liberté » que pour un tiers. Mais c'est quand même en toute connaissance de cause, après un déluge d'information qui dure depuis deux semaines, à savoir que leur direction provient de l'extrême-droite (Maggie Parkhill, [Who is who? A guide to the major players in the trucker convoy protest](#), CTV, 11/02/22). En plus de militants de partis et groupes extrémistes, on y trouve d'anciens policiers de la GRC et un ancien Premier ministre de Terre-Neuve. Ces extrémistes peuvent compter sur un ferme soutien politique et financier de leurs pareils des ÉU jusqu'à et y compris l'ex-président Trump et Fox News en passant par le multimilliardaire Elon Musk.

Par sa détermination qui a beaucoup à voir avec le simplisme réactionnaire qui ne s'embarrasse pas de contradictions et sa capacité de mobilisation qui ne doit rien à l'amateurisme, cette minorité mène le jeu. On pouvait l'appréhender depuis le début de la pandémie où gagnaient sans cesse en assurance et en nombre leurs manifestations centrées sur la révolte de petits patrons et de travailleuses autonomes sans coussin financier et sans plateforme de vente électronique contre la politique pandémique gouvernementale yo-yo pro-multinationales. Le contraste était d'autant plus frappant vis-à-vis la composante organisée de la majorité, syndicale et populaire, qui était aux abonnés absents à peu de chose près malgré le drame sanitaire et, au Québec, malgré la saga de la négociation de la convention collective du secteur public.

Masqués par le recul d'omicron, les gouvernements reculent en laissant les gens à eux-mêmes

Déjà les gouvernements provinciaux, principaux responsables de la gestion pandémique au Canada, se dépêchent à leur donner satisfaction quant à la levée des mesures sanitaires, certains à la vitesse de l'éclair pour ceux plus à droite comme en Alberta et en Saskatchewan, les autres sur la base d'un échéancier rapide lequel dans le cas du Québec se terminera à la mi-mars. Il est vrai qu'arrive à point pour couvrir leur retraite la conjoncture de la cinquième vague omicron en régression surtout eu égard au déterminant nombre d'hospitalisations. Il n'en reste pas moins comme le souligne la perspicace chroniqueuse racisée Émilie Nicolas commentant les propos du Premier ministre du Québec : « *Il va falloir apprendre à vivre avec le virus, [...] Ça veut dire qu'il va falloir soi-même, chaque personne, évaluer ses risques.* »

Mais « vivre avec le virus » n'est certainement pas qu'une affaire individuelle d'évaluation personnelle des risques. Reste à savoir comment le gouvernement du Québec, comme institution, à l'intention, lui, de vivre avec le virus. Un gouvernement qui vit avec le virus devrait illico lancer un chantier de rénovation des infrastructures publiques, ce qui inclut prioritairement les écoles, dans le but d'y améliorer la qualité de l'air. Il n'est pas normal ni acceptable que dans un pays riche comme le nôtre, on en est réduit à ouvrir les fenêtres par période de grand froid pour éviter que les enfants respirent de l'air trop vicié. [...]

Un gouvernement qui vit avec le virus prendrait aussi acte du nombre important d'éclosions en milieu de travail tout au long de la pandémie : les travailleurs dits « essentiels », et pas seulement dans le secteur de la santé, ont été disproportionnellement exposés à la COVID-19. Je pense notamment aux travailleurs dans les usines de transformation alimentaire, ceux des grands entrepôts. Vivre avec le virus signifie réviser les normes en sécurité et santé au travail — notamment sur la question, encore, de la qualité de l'air. Mais aussi s'assurer que chaque personne a accès à suffisamment de congés de maladie pour ne pas avoir à choisir entre contaminer ses collègues ou perdre une paie dont elle ne peut pas se passer. [...]

Vivre avec le virus signifie aussi s'engager à augmenter notre capacité hospitalière. Après tout, c'est essentiellement parce que nos hôpitaux débordent et qu'on manque de personnel que les mesures les plus restrictives ont été justifiées. On me dira qu'il faut augmenter les transferts fédéraux en santé pour réinvestir dans le système québécois. Certes. Encore faut-il que les fonds fédéraux aillent véritablement aux services à la population, plutôt que d'être utilisés pour équilibrer le budget provincial. [...]

Un gouvernement vivant avec le virus repenser[ait] complètement le soin aux aînés pour l'avenir — et le rôle du privé dans ces soins. [...] Enfin, vivre avec le virus nécessite de porter attention à l'Organisation mondiale de la santé, qui s'époumone en vain depuis plus d'un an sur l'importance

de vacciner l'ensemble de la planète. [...] Vivre avec le virus, c'est relever le regard, et penser à ce qui se passe au-delà de ses propres frontières. [...]

Pour le meilleur et pour le pire, « vivre avec le virus » ne veut certainement pas dire un retour à la normale. Ça veut dire se relever les manches et entreprendre les réformes institutionnelles nécessaires pour que le fardeau de l'adaptation au virus cesse de reposer de manière disproportionnée sur les individus.

(Émilie Nicolas, [«Vivre avec le virus»](#), Le Devoir, 10/02/22)

Une perspective d'espoir et de mobilisation débouchant sur la solidarité anticapitaliste

Peut-on donner le mot de la fin à l'organisation Voix Juives Indépendantes (VJI) de Montréal qui s'est jointe le 12 février à 100 à 200 membres de la communauté montréalaise pour s'opposer à la présence du supposé « Convoi de liberté » dont quatre à cinq mille membres ont manifesté à Montréal avant leur départ pour Ottawa :

Nous nous opposons à ce convoi, car il s'agit d'un cheval de Troie pour l'extrême-droite. Les comités d'organisation des convois québécois et canadiens sont composés de personnalités connues et établies de l'extrême-droite, incluant des suprémacistes blancs, des activistes anti-immigration, des activistes anti-autochtones et des islamophobes. Certaines personnes impliquées ont été ou sont membres de groupes comme La Meute.

Nous soutenons des mesures d'atténuation de la pandémie qui sont enracinées dans l'entraide, le soutien, le soin et la solidarité, incluant un soutien gouvernemental adéquat pour toutes les personnes marginalisées par la pandémie, plutôt que la coercition, l'utilisation de la police et la délation.

Bien que certaines personnes présentes aux manifestations en soutien au « Convoi de Liberté » soient opposées aux obligations vaccinales ou aux confinements, il est inexcusable que celles-ci choisissent d'exprimer leurs opinions côte à côte avec des personnes connues de l'extrême-droite, incluant des conspirationnistes qui véhiculent des informations démenties depuis longtemps. L'antiracisme implique de ne pas s'associer à des racistes notoires et à leurs « mouvements », et de refuser toute normalisation de l'extrême-droite ou d'un fascisme pernicieux.

Nous nous réunissons ce samedi pour montrer notre opposition à tout groupe qui utilise le mot « liberté » (ou unité, paix ou amour) tout en ignorant que la liberté ne peut exister qu'en cohabitant avec des valeurs de justice sociale et de solidarité. Nous sommes aussi critiques de la réponse de nos gouvernements face à cette pandémie, particulièrement de ses politiques néolibérales capitalistes qui ont démoli pendant deux décennies le secteur de la santé. Nous devrions blâmer le capitalisme plutôt que de nous accuser mutuellement. Qui plus est, les organisateurs du convoi canadien sont aussi opposés au syndicalisme en plus d'être de fiers défenseurs des compagnies pétrolières. [...]

Marc Bonhomme, 13 février 2022

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca